

La santé

# MONDIALE est un droit HUMAIN

mercredi le 21 mai

19 h 30-21 h 30

Les portes ouvrent à 19 h 15  
Hôtel Ottawa Marriott  
100 rue Kent

Une discussion sur la santé et la  
mondialisation, avec :

**Maude Barlow**

le Conseil des Canadiens

**Dr. James Orbinski**

Médecins sans frontières

Mots de bienvenue par Jean-Louis Roy,  
Président, Droits & Démocratie

## GRATUIT!

Pour plus de renseignements, contactez 233.7440 poste. 12.

Une présentation de:



Canadian Labour Congress  
Congrès du travail du Canada



CANADIAN HIV/AIDS LEGAL NETWORK  
RÉSEAU JURIDIQUE CANADIEN VIH/SIDA



Droits et Démocratie  
Rights & Democracy

Centre international des droits de la personne et du développement démocratique  
International Centre for Human Rights and Democratic Development

Interagency  
Coalition on AIDS  
and Development



Coalition  
interagence sida  
et développement

**CUPE-SCFP**  
UNION DES SYNDICATS DU QUÉBEC



MÉDECINS  
SANS FRONTIÈRES

THE  
COUNCIL  
OF CANADIANS



LE  
CONSEIL  
DES CANADIENS



## **La santé mondiale est un droit humain ! Sommet national de la société civile**

### **Des organisations canadiennes de premier plan se réunissent pour chercher des solutions aux problèmes mondiaux d'accès au traitement et de « la santé pour tous »**

Une personne sur trois sur cette planète n'a pas les moyens d'avoir des médicaments lorsqu'elle est malade. Des organisations canadiennes réuniront des conférencières et conférenciers canadiens et internationaux de premier ordre pour chercher des solutions aux problèmes d'accès au traitement, sachant qu'il existe des stratégies de prévention et des traitements permettant de sauver des vies.

Le Congrès du travail du Canada, le Réseau juridique canadien sur le VIH-sida, Médecins sans frontières, le Conseil des Canadiens, Droits et démocratie, la Coalition interagence sida et développement, le Syndicat canadien de la fonction publique et le Syndicat des métallos réuniront un vaste éventail d'organisations canadiennes pour discuter de la santé dans le monde. Le sommet examinera les politiques de la santé en ce qui a trait à la mondialisation, au développement et à la pauvreté, sous les grands thèmes suivants :

Les répercussions du commerce international et de la mondialisation sur les engagements à réaliser « la santé pour tous »

Le financement de la santé mondiale : l'aide au développement du Canada, le Fonds mondial et la remise de la dette.

La responsabilité sociale des entreprises en matière d'appui à la santé publique dans les pays en développement.

Le sommet se déroulera en même temps que l'Assemblée mondiale de la santé à Genève. Il examinera les questions de l'aide au développement et des engagements du Fonds mondial relativement à la réunion du G8 de juin en France. Il examinera également les problèmes d'accès aux médicaments qui seront au premier plan de la réunion ministérielle de l'OMC, en septembre, à Cancun, au Mexique.

**Quoi :** La santé mondiale est un droit humain ! Sommet national de la société civile

Conférencières et conférenciers canadiens :

- Maude Barlow, présidente nationale du Conseil des Canadiens
- Dr James Orbinski, Université de Toronto et Médecins sans frontières
- Kathleen Connors, présidente de la Fédération canadienne des syndicats d'infirmières et d'infirmiers et de la Coalition canadienne de la santé
- Barbara Byers, vice-présidente exécutive du Congrès du travail du Canada
- Scott Sinclair, Centre canadien de politiques alternatives
- Janet Hatcher-Roberts, directrice de la Société canadienne de santé internationale
- Pam Foster, Halifax Initiative

Conférencières et conférenciers internationaux :

- Kingsley Moghalu, chef de la mobilisation des ressources et des partenariats, Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, à Genève, en Suisse
- Michel Lotrowska, coordonnateur de la campagne sur l'accès aux médicaments essentiels, Médecins sans frontières-Brésil
- Peter Bailey, Syndicat national des mineurs, Afrique du Sud
- Moussa Tchangari, Groupe Alternative, Niger

- Dora Martinez, représentante du Syndicat des travailleurs et travailleuses de la santé, ATE-CTA, Argentine

**Où :** Hôtel Marriott d'Ottawa, 100, rue Kent, Ottawa (Ontario), (613) 238-1122

**Quand :** le mercredi 21 mai, de 9 h à 21 h et le jeudi 22 mai de 9 h à 17 h

Plusieurs conférenciers et conférencières seront à la disposition des médias pour accorder des interviews.

---

## **FORUM PUBLIC**

### **La santé mondiale est un droit humain! Sommet national de la société civile**

Le Sommet ouvre ses portes au public pour une soirée conférence. Maude Barlow du Conseil des Canadiens et le docteur James Orbinski de Médecins sans frontières, viendront nous entretenir sur la santé mondiale. Bienvenue à tous!

**Le 21 mai  
de 19h30 à 21h30; les portes ouvrent à 19h15  
à l'hôtel Marriott d'Ottawa, 100, rue Kent**

**Admission Libre!**

Pour plus de détails communiquez avec nous au: (613) 233-7440 poste 12.

#### **Notes d'allocution de Maude Barlow**

La santé est un droit fondamental sur tout le globe! Sommet national de la société civile – le 21 mai 2003

Lorsque nous jetons un regard sur l'ampleur des atrocités qui font l'objet de notre réflexion ici aujourd'hui, nous pourrions être tentés de les considérer comme autant d'actes de Dieu. Car, comment expliquer autrement le manque d'intérêt de la part de la majorité des Canadiens et Canadiennes devant la souffrance d'un si grand nombre de personnes? Plus de 32 millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont touchés par le VIH/sida dans les pays en voie de développement; en cette seule année, une génération entière disparaîtra dans certains pays dévastés. Le SARS, le terrorisme, la guerre en Irak, la maladie de la vache folle – tous les problèmes de l'heure que nous relatent nos médias – semblent soudain nettement moins importants sur l'échelle de l'horreur. Seul le manque d'accès à l'eau potable est d'une gravité comparable. Toutes les huit secondes, un enfant meurt d'une maladie d'origine hydrique – une autre statistique horrible qui nous laisse bouche-bée. Rangeons-là sous la lettre « o » pour « oublier ». Exerçons notre « droit collectif de ne pas savoir », parce que tout cela est trop douloureux à envisager. Comme nous le rappelait Margaret Atwood, « On ne voit le monde clairement qu'à travers ses larmes. Pourquoi me demander, alors, ce qui ne va pas avec mes yeux? » Il est plus facile de ne pas regarder.

Nous sommes ici, ce soir, pour révéler une vérité : ces morts pourraient être empêchées. Que la communauté internationale, engagée et enragée, décide d'unir ses efforts, et nous pourrions soulager des millions de personnes dans la lutte pour éliminer définitivement le sida. Pourquoi alors, en dépit de la Déclaration d'engagement des Nations Unies dans la lutte contre le VIH/sida, de la création du Fonds

mondial, de la mise en place d'un plan d'action international, et de nombreuses réunions internationales, pourquoi la situation empire-t-elle?

Pour répondre à cette question, nous sommes appelés à mettre au jour une deuxième vérité : nos gouvernements, y compris le Gouvernement canadien, disent une chose et en font une autre. Tout en récitant toutes les platitudes édifiantes habituelles, il a formé un système de droits d'auteurs à l'échelle du monde qui entoure et protège les intérêts des entreprises disposant d'un pouvoir encore jamais égalé. La souffrance de millions de personnes est, pour ce système, un sous-produit, malheureux mais inévitable, de ce pouvoir et de l'idéologie qu'il sous-tend.

La mondialisation menée par les sociétés a donné au monde une nouvelle forme de colonialisme et d'esclavage – ce que Vandana Shiva appelle l'apartheid économique mondial. Une nouvelle forme de guerre est née : une guerre contre la diversité, une guerre des gros contre les petits, des riches contre les pauvres, des technologies de guerre contre la nature. Ce sont des guerres survenant en temps de paix, se manifestant au quotidien dans la vie de milliards de personnes, autant de manifestations d'un système qui place les bénéfices avant la vie, le commerce avant la justice et le pouvoir des sociétés avant la collectivité. Les médicaments antirétroviraux que l'Occident prend pour acquis permettraient à des millions de personnes de demeurer vivants et de poursuivre une vie productive; mais le coût annuel de 10,000 \$ à 15,000 \$ US est de loin supérieur au revenu annuel de la majorité des résidents des pays du Tiers-Monde.

N'est-il pas tragique que la solution – l'accès à des médicaments génériques – suscite l'opposition farouche des plus puissants groupes de pression de tous les temps...

L'industrie pharmaceutique est dominée par une poignée de géants – Merck, Pfizer, GlaxoSmithKline, Eli Lilly, Bristol-Myers Squibb, Johnson & Johnson – détenant une influence considérable. Il n'y a pas si longtemps, ces sociétés avaient à peine la taille d'une nation. Maintenant, après trois années frénétiques passées à réaliser diverses mégafusions, elles sont devenues des colosses contrôlant des continents entiers. La valeur combinée des cinq plus grandes sociétés vaut le double des PIB combinés de tous les pays de l'Afrique du sud du Sahara. L'industrie pharmaceutique est de loin l'industrie la plus rentable des États-Unis. L'an dernier, l'industrie pharmaceutique américaine a excédé les trois mesures de rentabilité de Fortune 500, faisant de cette décennie la troisième décennie record dans l'industrie. Alors que dans leur ensemble les bénéfices ont chuté de 53 %, les bénéfices des sociétés pharmaceutiques quant à eux ont connu une hausse de 32 %.

Les sociétés pharmaceutiques fonctionnent comme un cartel, cherchant à exercer un contrôle monopolistique. Elles ont joué un rôle pivot dans l'insertion des droits de propriété intellectuelle au sein des accords commerciaux internationaux et régionaux, et pourraient bien constituer la meilleure preuve que le libre-échange n'offre de liberté qu'aux seules multinationales. Ces géants ne cherchent pas à opérer sur un marché de médicaments international, compétitif et ouvert. Ils cherchent un monopole fermé et protégé pour écouler leurs produits. Leur groupe américain de pression, le Pharmaceutical Research and Manufacturers Association a consacré la somme encore jamais égalée de 196 millions \$US à l'élection de républicains favorables au libre-échange lors des élections présidentielles de 2000, faisant de celles-ci la campagne électorale la plus coûteuse jamais menée par les sociétés dans l'histoire américaine. Retenant les services de 625 lobbyistes grassement payés (alors que le Congrès compte 535 membres), le lobby a ciblé 26 courses à l'élection à la Chambre, n'en perdant que quatre. Il est intervenu une fois encore en novembre 2002, lors des élections au Congrès, faisant en sorte que seuls soient élus les candidats appuyant leur opposition à la Déclaration de Doha.

Elles disposent de la même base de pouvoir au Canada. Huit des dix plus importantes sociétés pharmaceutiques canadiennes sont des sociétés productrices de médicaments de marque. Elles engrangent près de 90 % des bénéfices provenant de la vente des médicaments, et consacrent bien au-delà d'un milliard de dollars chaque année à la promotion de leurs produits. Le lobby canadien, Rx&D – anciennement connu sous le nom d'Association canadienne de l'industrie des médicaments – a été le

joueur clé dans l'adoption du Projet de loi C-91, une loi compatible avec l'ALÉNA qui a eu pour effet d'abroger le régime de l'homologation obligatoire au Canada et d'élargir à vingt ans la protection des monopoles. Une conséquence directe a été l'escalade vertigineuse des prix des médicaments – soit une augmentation de 342 % en 15 ans à peine – ainsi que l'accroissement de la part de marché réservée aux médicaments brevetés.

Lorsqu'ils constituaient l'Opposition, les Libéraux ont adopté une position ferme contre les brevets monopolistiques que s'appropriaient ces sociétés privilégiées et Jean Chrétien a fait du Projet de loi C-91 le pivot de sa campagne électorale de 1993. Brian Tobin qualifiait les Conservateurs de Mulroney de « détrousseurs d'antichambre » et disait que le projet de loi aurait pour effet de « voler les Canadiens au quotidien en leur faisant payer les médicaments plus chers... et provoquerait des plaies suppurantes aux chevilles exposées des citoyens canadiens les plus démunis. »

Mais quand vint le temps de la révision quinquennale promise, le parti était toutefois entortillé dans une relation incestueuse avec l'immense carte des produits pharmaceutiques. Le ministre de la Santé, Dave Dingwall, fit clairement savoir que la révision n'avait été rien de plus qu'une imposture, et qu'à cause de l'ALÉNA, le Canada n'oserait jamais altérer les brevets concernant les médicaments. Lorsqu'on lui rappela sa position antérieure, Brian Tobin, maintenant devenu ministre de l'Industrie, dit en riant lors d'une audience tenue en 2001 que le nouveau régime des médicaments avait créé une « crème très efficace pour les chevilles... les chevilles canadiennes se portent très bien. »

Maintenant fermement installées dans une position d'influence considérable, les sociétés canadiennes de médicaments brevetés font la pluie et le beau temps. Elles cherchent à obtenir le droit de faire de la publicité pour leurs médicaments directement auprès des consommateurs, comme c'est le cas aux États-Unis, et à protéger leur position privilégiée auprès de la Direction générale de la protection de la santé de Santé Canada. Elles ne veulent pas que le gouvernement touche à leur « droit » de garder une compagnie générique devant les tribunaux pendant deux ans simplement en invoquant la contrefaçon de brevet. Leur grande priorité demeure cependant de continuer à bloquer l'exportation de médicaments génériques vers le Tiers-Monde. Ce sont les mêmes sociétés qui ont retenu les services de pratiquement tous les avocats spécialisés dans le droit des brevets en Afrique du Sud, afin de stopper l'importation de médicaments génériques il y a plusieurs années, lors d'un différent avec l'OMC.

Il n'est donc pas étonnant que le Canada appuie un régime ADPIC plus lors des négociations de la ZLÉA à venir, et où les sociétés pharmaceutiques cherchent à obtenir une extension de brevets atteignant les 25 ans. Pas étonnant non plus que le Canada soit chef de claue pour l'AGCS, exposant l'assurance-maladie à la douche froide de la compétition internationale dans le but de promouvoir outre-mer sa jeune industrie de la santé. Et enfin, il n'est pas surprenant non plus que le ministre du Commerce international, Pierre Pettigrew, soit revenu sur sa promesse de ne pas étendre les dispositions en matière d'investissement du Chapitre 11 de l'ALÉNA au reste de l'hémisphère, dès que George W. Bush eut « échangé quelques mots » avec Jean Chrétien lors du sommet des Amériques tenu à Québec il y a trois ans.

En fait, dans la politique étrangère, et de plus en plus dans la politique nationale, le Gouvernement canadien a abandonné toute apparence de politique progressive – la guerre récente étant une exception appréciée – et adopté le consensus de Washington sous toutes ses facettes. La conséquence tragique de l'adoption collective de cette idéologie en Occident peut se voir dans les cantons et favellas du Tiers-Monde. L'action la plus importante que nous, groupes de la société civile de la Quadrilatérale, pouvons accomplir dans cette lutte mondiale contre le VIH/sida est de lutter contre nos propres gouvernements et sociétés, et contre les politiques et idéologies qu'ils imposent à un monde de plus en plus divisé. Nous assistons à une guerre de classe mondiale; la position adoptée par le Gouvernement canadien est claire. Montrons clairement, nous aussi, la position adoptée par notre mouvement.

Voici la troisième grande vérité qui doit éclater ici ce soir : étant donné que nos gouvernements ne cherchent même plus à sembler justes et n'écoutent que la voix des élites des grandes sociétés, la société

civile – les gens ordinaires – est la seule chance que possède le monde de mettre en place un système où règnerait une justice sociale véritable et durable. Nous allons devoir devenir ce que certains commentateurs ont qualifié d'« autre superpuissance » en faisant référence aux protestations massives qui ont envahi les rues avant la récente guerre. Nous devons renouveler notre lutte contre l'OMC, l'AGCS et la ZLÉA – que nous avons un peu laissé aller au cours des dernières années – et remettre en question le pouvoir immoral et la cupidité colossale des transnationales des médicaments brevetés.

La souffrance de millions de personnes touchées par le sida n'est pas inévitable; c'est la conséquence naturelle d'un système fondé sur des gagnants et des perdants. Un système qui a perdu son âme. Un système qui détruit la planète au nom de la liberté économique. Tout, dans leur monde, est à vendre – le poisson avant même d'être pêché, la pluie avant qu'elle tombe, les graines enfouies au plus profond de la forêt, les composantes de base de la vie même. Cela ne peut durer. La croissance illimitée possède le même ADN que la cellule cancéreuse. Nous ne pouvons rien faire pour soulager la souffrance de millions de personnes touchées par le sida aussi longtemps que nous ne confronterons par la mondialisation poussée par les grandes sociétés axées sur la privatisation. Confronter ce système est notre tâche la plus considérable. Cela nous prendra le reste de notre vie; mais que pouvons-nous faire d'autre?